

Communiqué de Presse

Le 17 juin 2013

Une subvention de 923.000 dollars de l'USAID pour soutenir la révolution fiscale au Burundi

Les Etats-Unis ont donné ce lundi à TradeMark East Africa (TMEA) près d'un million de dollars pour aider l'agence pionnière de perception des impôts du Burundi (OBR) à faire connaître son travail et à éduquer les contribuables à mieux comprendre les procédures et les tarifs. Le programme vise également à expliquer le lien entre les recettes fiscales et le développement.

«Nous voulons sensibiliser nos citoyens sur ce que l'amélioration de la collecte des impôts signifiera pour eux, que ce soit à travers des établissements sanitaires améliorés, de meilleures écoles ou des autoroutes de classe mondiale qui facilitent l'accroissement des échanges et de prospérité pour le Burundi», a déclaré Kieran Holmes, Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes.

Les 923 000 \$ ont été donnés par l'Agence américaine pour le Développement International (USAID) lors d'une cérémonie rehaussée par l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Burundi, Madame Dawn Liberi; David Stanton, Directeur Général Adjoint de TMEA, et le Ministre burundais des Finances et de la Planification du Développement Economique, Monsieur Tabu Abdallah Manirakiza.

« La collecte de la taxe n'est jamais populaire, mais les démocraties ont besoin des systèmes fiscaux justes et équitables pour fonctionner », a déclaré l'Ambassadeur Liberi. «Les citoyens doivent comprendre que les deux sont liés. Ce programme va aider les Burundais à mieux comprendre qu'un système transparent et efficace de recouvrement de l'impôt est nécessaire pour le pays afin de continuer à aller de l'avant. »

Les recettes fiscales du Burundi ont doublé depuis que l'OBR a effectué une révision de fond en comble du système fiscal du pays, les services douaniers et de collecte fiscale, et a suscité un large intérêt d'autres Etats africains désireux de faire correspondre leurs plans de développement contre des flux de revenus plus élevés.

"L'amélioration des recettes fiscales montrent que les Burundais paient leurs impôts et cela génèrent d'importants avantages sociaux", a déclaré Holmes. Quarante centres de santé ont été construits avec des recettes de l'État provenant de la fiscalité. Cela signifie qu'un supplément de 40.000 personnes peuvent accéder à un traitement de sauvetage et de médicaments».

La campagne mettra l'accent sur trois domaines principaux:

1. La sensibilisation générale du public Burundais sur les nouvelles procédures fiscales ainsi que les services offerts aux contribuables,
2. La diffusion de messages anti-corruption et l'appui à la création d'un centre d'appel qui permettra au public de signaler les cas de corruption aux fins d'enquête,
3. La diffusion d'informations sur les efforts du Gouvernement à améliorer l'environnement réglementaire des entreprises, comment les recettes fiscales peuvent servir le bien public, et comment le Burundi tire des avantages du fait d'être membre de la Communauté Est-Africaine.

Le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique, Monsieur Tabu Abdallah Manirakiza a déclaré que la réforme fiscale a aidé à créer un environnement transparent et équitable pour les investissements étrangers.

« Sur ce chemin, , nous avons créé un terrain de jeu pour les affaires, de sorte que les investisseurs sont intéressés à venir participer dans le jeu", a déclaré le Ministre Manirakiza. «Ils savent que toutes les entreprises paient des impôts et que personne n'a un avantage injuste. Il a été créé un environnement d'affaires plus attrayant. "

David Stanton de TradeMark East Africa a déclaré: «L'OBR est le projet principal de TMEA au Burundi. L'augmentation très significative de la perception des impôts lors les deux dernières années témoigne de l'amélioration de la stabilité politique et l'intérêt des investisseurs. L'année dernière, le Burundi a également été désigné par le rapport de la Banque Mondiale sur le Doing Business comme l'un des 10 premiers pays réformateurs dans le monde. C'est une bonne indication que le pays à l' intention d'aller de l'avant vers la prospérité ».

TMEA, soutenu au Burundi principalement par la Belgique et le Gouvernement britannique, travaille à accroître le commerce intra-régional de 25 pour cent et les exportations vers le reste du monde de 10 pour cent d'ici 2016. Une grande partie de cette progression devrait venir de temps de la réduction du transit de 15 pour cent et les coûts commerciaux.

L'Afrique de l'Est est une des régions les plus dynamiques au monde, même si le commerce continue d'être entravé par les tarifs ainsi que les obstacles non tarifaires, y compris les ports surchargés et les opérations douanières et frontalières fastidieuses. Une fois qu'un individu ou l'entreprise est dans le système de l'OBR, il ou elle devient une source de revenus fiable sur lequel le gouvernement peut faire ses plans de sortie de la ligue des pays les moins avancés. Il est actuellement 185^{ème} sur 187 dans cette enquête.

L'USAID / Burundi travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burundi et de la société civile pour soutenir les programmes qui aideront à renforcer les institutions

gouvernementales vitales et à préparer des élections réussies. L'USAID appuie également les initiatives visant à stimuler la croissance économique et les grands programmes de lutte contre le VIH / SIDA et le paludisme, et à améliorer la santé maternelle et infantile et promouvoir la planification familiale et la santé reproductive.